



## CHAPITRE 14

Loi concernant la création d'une commission chargée d'étudier un système d'assurance sociale pour la province

(Sanctionnée le 4 avril 1930)

**S**A MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

**1.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut instituer une commission appelée "la Commission des assurances sociales de Québec" composée de sept membres, au plus, nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, et dont l'un est désigné par lui comme président.

Création d'une commission.

Elle est chargée d'étudier la situation relativement à l'établissement, dans cette province, d'un système d'assurance sociale et de placement familial et au mode de législation qui pourrait être adopté à cet égard.

Son objet.

**2.** Les membres de la commission reçoivent l'indemnité fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Indemnité des membres.

**3.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer, sur la recommandation du ministre des travaux publics et du travail, le personnel requis par la commission et pourvoir à sa rémunération.

Personnel de la commission.

**4.** L'indemnité des membres, les traitements du personnel et les autres dépenses encourues par la commission sont payés à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Paiement des dépenses.

**5.** La commission, pour les fins de cette enquête, est revêtue des pouvoirs conférés par les articles 9, 10, 11, 12 et 13 de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1925, chapitre 8.)

Pouvoirs.

Rapport au  
lt-gouv. en  
conseil.

Elle est tenue de procéder avec toute la diligence possible et, aussitôt les travaux terminés, de faire rapport au lieutenant-gouverneur en conseil.

Exercice des  
fonctions de  
la com.

**6.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut déterminer sous quelle conditions la commission doit exercer ses fonctions.

Exécution de  
la loi.

**7.** Le ministre des travaux publics et du travail est chargé de la mise à exécution de la présente loi.

Entrée en vi-  
gueur.

**8.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.